

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE MONTMAGNY
Val d'Oise
Canton de Deuil-La Barre



CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE ORDINAIRE DU 18 FEVRIER 2016

COMPTE-RENDU

Le jeudi 18 février 2016, à 21 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis à l'Hôtel de Ville de Montmagny, 10 rue du 11 Novembre 1918, en séance ordinaire, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Maire le 12 février 2016, conformément aux articles L 2121-10 et 12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient présents :

Patrick FLOQUET, Maire,

François ROSE, Fabienne PINEL, Luc-Eric KRIEF, Karima DJERRAR, Jean-François BELLEC, Audrey FIGUEIREDO, Seddik ALOUACHE (à partir de 21h10) Bakhta MAÏCHE, Jean-Pierre YETNA, adjoints au Maire,

Mireille BENATTAR, Albert BLONDEL, Jean-Luc LEROY, Marie-Noëlle CHARTIER, Mourad AZZI, Jan-Michaël KRIEF, conseillers municipaux délégués,

Jacqueline TRIVEILLOT, Yvette JEFFROY, Mylène FORELLI, Belkacem CHIKH (à partir de 21h24), Franck CAPMARTY, Nadège ABDELKADER, conseillers municipaux.

Etaient absents et représentés :

Régine PINERA, conseillère municipale, représentée par François ROSE.

Bernard MASSOT, conseiller municipal, représenté par Mireille BENATTAR.

Carole VINCENT, conseillère municipale, représentée par Fabienne PINEL.

Karine FARGES, conseillère municipale, représentée par Patrick FLOQUET.

Samia BOUYAHMED, conseillère municipale, représentée par Karima DJERRAR.

Etaient absents :

Seddik ALOUACHE (jusqu'à 21h10), Aline CONSTANTIN, Aaron ATTIAS, René TAÏEB, Belkacem CHIKH (jusqu'à 21h24), Amel CHARIKH, Didier BOISSEAU, Alain BOCCARA, conseillers municipaux.

Nombre de membres en exercice : 33

Nombre de présents : 20 puis 21 (à partir de la question n°2) puis 22 (à partir de la question n° 9)

Nombre de pouvoirs : 05

Nombre de votants : 25 puis 26 (à partir de la question n°3) puis 27 (à partir de la question n° 9)

Patrick FLOQUET, Maire, ouvre la séance à 21 heures.

Mylène FORELLI est nommée, Secrétaire de séance, à l'unanimité.

Patrick FLOQUET constate le quorum après l'appel nominal.

1. PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 DECEMBRE 2015.

Le procès-verbal de la séance du 10 décembre 2015, présenté par Patrick FLOQUET, est soumis à l'approbation des membres du Conseil Municipal avec la modification suivante : Franck CAPMARTY au lieu de Franck CAPMART à la question n° 9 (page 8 du compte-rendu).

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la séance du 10 décembre 2015.

2. ÉLECTION D'UN ADJOINT AU MAIRE ET MODIFICATION DU TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL.

Compte tenu de ses obligations professionnelles qui l'amènent à se déplacer souvent en province, Audrey FIGUEIREDO, élue le 5 avril 2014, a présenté, à Patrick FLOQUET, sa démission le 22 janvier 2016 en qualité d'Adjointe au Maire en souhaitant rester conseillère municipale. Par courrier du 2 février 2016, M. le Préfet a accepté cette démission en application des dispositions de l'article L 2122-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Patrick FLOQUET soumet à l'élection le poste d'adjoint(e) au maire devenu vacant et propose de modifier en conséquence le tableau du Conseil Municipal. Il fait appel à candidature.

Mourad AZZI est candidat. Il n'y a pas d'autre candidature.

Nombre de votants : 25

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 25

Nombre de bulletins blancs : 02

Nombre de suffrages exprimés : 23

Majorité absolue : > 11,5

Mourad AZZI a obtenu 23 voix au 1^{er} premier tour de scrutin.

Patrick FLOQUET proclame élu Mourad AZZI, l'installe immédiatement dans ses fonctions d'Adjoint au Maire et modifie le tableau du conseil municipal comme suit :

- **Audrey FIGUEIREDO** prend rang en qualité de conseillère municipale,
- **Mourad AZZI** prend rang en qualité de 9^{ème} adjoint.

Le Conseil Municipal prend acte de la modification du tableau du conseil municipal.

Applaudissements dans l'assemblée.

Mourad AZZI remercie Patrick FLOQUET ainsi que les membres du conseil municipal de la confiance qui lui est faite.

3. COMMISSION PERMANENTE « POLITIQUE DE LA VILLE-INTÉGRATION-DIVERSITÉ » : MODIFICATION.

Patrick FLOQUET propose de confier une mission supplémentaire aux membres de la commission de la politique de la ville, de l'intégration et de la diversité consistant à examiner tous les dossiers relatifs aux associations et de modifier en conséquence l'appellation de la commission qui a été créée par délibération du conseil municipal le 17 avril 2014.

Il précise que le nombre des membres et la composition de la commission sont inchangés.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la modification de la dénomination suivante : Commission « Politique de la ville-Intégration-Diversité et Associations ».

4. COMMISSION PERMANENTE « SPORTS-JEUNESSE-ASSOCIATIONS » : MODIFICATION.

Compte tenu de la question précédente, **Patrick FLOQUET** propose de modifier les missions et l'appellation de la commission des sports, de la jeunesse et des associations qui a été créée par délibération du conseil municipal le 17 avril 2014.

Il précise que le nombre des membres et la composition de la commission sont inchangés.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la modification de la dénomination suivante : Commission « Sports-Jeunesse ».

5. COMMISSION PERMANENTE « PETITE ENFANCE-HANDICAP » : MODIFICATION.

Patrick FLOQUET propose de modifier les missions et l'appellation de la commission de la petite enfance et du handicap qui a été créée par délibération du conseil municipal le 17 avril 2014.

Il précise que le nombre des membres et la composition de la commission sont inchangés.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la modification de la dénomination suivante : Commission « Petite enfance ».

6. COMMISSION PERMANENTE « PREVENTION-SECURITE » : MODIFICATION.

Patrick FLOQUET propose de modifier les missions et l'appellation de la commission « Prévention-Sécurité » qui a été créée par délibération du conseil municipal le 17 avril 2014.

Il précise que le nombre des membres et la composition de la commission sont inchangés.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la modification de la dénomination suivante : Commission « Prévention-Sécurité-Handicap ».

7. CAISSE DES ÉCOLES : MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU COMITÉ.

A la demande d'Audrey FIGUEIREDO et de Mourad AZZI qui souhaitent se retirer de la Caisse des Écoles (CDE) pour manque de disponibilité, **Patrick FLOQUET** propose de modifier la liste des représentants du conseil municipal qui a été arrêtée par délibération du conseil municipal le 17 avril 2014, comme suit :

CAISSE DES ECOLES Conseillers municipaux désignés le 17/4/2014	PROPOSITION
Karima DJERRAR	Karima DJERRAR
Audrey FIGUEIREDO	Jean-Pierre YETNA
Jean-Pierre YETNA	Jacqueline TRIVEILLOT
Jacqueline TRIVEILLOT	Bakhta MAICHE
Mourad AZZI	Carole VINCENT
Bakhta MAICHE	Jean-François BELLEC
Carole VINCENT	Seddik ALOUACHE

Patrick FLOQUET précise que le nombre des membres et la composition de la commission sont inchangés, que le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable et qu'il est possible de voter à main levée pour les deux postes vacants si le conseil municipal en est d'accord à l'unanimité.

Le Conseil Municipal décide de voter à main levée, à l'unanimité.
Sont candidats, Jean-François BELLEC et Seddik ALOUACHE.

Ont obtenu :

Jean-François BELLEC	24 voix
Seddik ALOUACHE	24 voix
Abstentions	02 (Franck CAPMARTY, Nadège ABDELKADER)

Sont élus Jean-François BELLEC et Seddik ALOUACHE, membres de la Caisse des Écoles.

Le Conseil Municipal prend acte de la liste des conseillers municipaux qui sont appelés à siéger à la Caisse des Écoles.

8. SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU LYCÉE DEUIL-MONTMAGNY : MODIFICATION D'UN DÉLÉGUÉ TITULAIRE.

Patrick FLOQUET rappelle que le Conseil Municipal a arrêté, dans sa séance du 17 avril 2014, la liste des délégués qui sont appelés à siéger au Syndicat Intercommunal.

Etant souvent dans l'impossibilité d'assister aux réunions qui se déroulent en fin d'après-midi, Mourad AZZI l'a informé qu'il ne souhaitait plus représenter le Conseil Municipal au sein du Syndicat Intercommunal du Lycée Deuil-Montmagny. C'est pourquoi, il propose de le remplacer et de désigner un représentant titulaire.

Patrick FLOQUET informe que François ROSE présente sa candidature et qu'il est possible de voter à main levée pour le poste vacant si le conseil municipal en est d'accord à l'unanimité.

SI LYCÉE DEUIL-MONTMAGNY	PROPOSITION
DÉLÉGUÉS TITULAIRES	
Patrick FLOQUET	Patrick FLOQUET
Karima DJERRAR	Karima DJERRAR
Mourad AZZI	François ROSE
DÉLÉGUÉS SUPPLÉANTS	
Jean-Luc LEROY	Jean-Luc LEROY
Samia BOUYAHMED	Samia BOUYAHMED

Il précise que le nombre des membres du conseil municipal siégeant au Syndicat Intercommunal du Lycée Deuil-Montmagny est inchangé.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal décide de voter à main levée, à l'unanimité.

A obtenu :

François ROSE	24 voix
Abstentions	02 (Franck CAPMARTY, Nadège ABDELKADER)

Est élu François ROSE, délégué titulaire, pour siéger au Syndicat Intercommunal du Lycée Deuil-Montmagny.

Le Conseil Municipal prend acte de la liste des conseillers municipaux qui sont appelés à siéger au Syndicat Intercommunal du Lycée Deuil-Montmagny

9. COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO) : MODIFICATION DE LA COMPOSITION.

Après consultation des membres de la CAO qui ont été élus par le Conseil Municipal du 17 avril 2014 et en considérant les nouvelles candidatures ainsi que la présentation des listes uniques suivantes qui ont été déposées pour la liste divers droite « Ensemble construisons l'avenir », la liste union de la gauche « René TAÏEB 2014, une équipe, une force d'entreprendre » et la liste front de gauche « Pour une ville solidaire, écologique, sociale et participative » :

CAO COMPOSITION	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLÉANTS
	Jean-François BELLEC	Seddik ALOUACHE
	François ROSE	Fabienne PINEL
	Bakhta MAICHE	Albert BLONDEL
	Bernard MASSOT	Mireille BENATTAR
	Franck CAPMARTY	Amel CHARIKH

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Patrick FLOQUET procède aux votes à bulletin secret, assisté de la secrétaire Mylène FORELLI et de deux assesseurs : Audrey FIGUEIREDO et Jan-Michaël KRIEF.

LISTE UNIQUE de 5 titulaires : Jean-François BELLEC - François ROSE - Bakhta MAÏCHE - Bernard MASSOT - Franck CAPMARTY.

LISTE UNIQUE de 5 suppléants : Seddik ALOUACHE - Fabienne PINEL - Albert BLONDEL - Mireille BENATTAR - Amel CHIKH.

ELECTIONS MEMBRES DE LA CAO	NOMBRE DE VOTANTS	NOMBRE DE BULLETINS TROUVES DANS L'URNE	NOMBRE DE BULLETINS BLANCS OU NULS	NOMBRE DE SUFFRAGES EXPRIMES	NOMBRE DE SIEGES A POURVOIR	QUOTIENT ELECTORAL
TITULAIRES	27	27	0	27	5	5,4
SUPPLEANTS	27	27	0	27	5	5,4

	VOIX	ATTRIBUTION AU QUOTIENT	ATTRIBUTION AU PLUS FORT RESTE	TOTAL DES SIEGES
LISTE UNIQUE TITULAIRES	27	5	0	5
LISTE UNIQUE SUPPLEANTS	27	5	0	5

Sont élus les membres titulaires de la Commission d'Appel d'Offres, Jean-François BELLEC, François ROSE, Bakhta MAÏCHE, Bernard MASSOT, Franck CAPMARTY.

Sont élus les membres suppléants de la Commission d'Appel d'Offres, Seddik ALOUACHE, Fabienne PINEL, Albert BLONDEL, Mireille BENATTAR, Amel CHARIKH.

10. SUPPRESSIONS DE POSTES, CREATION DE POSTES ET TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS DU PERSONNEL COMMUNAL.

Afin de prendre en compte les besoins en personnel tout en réorganisant les services communaux ainsi que les missions des agents, **Fabienne PINEL** propose de supprimer et/ou de créer certains postes et de modifier le tableau des effectifs.

Ces emplois seront pourvus par des agents titulaires ou non titulaires le cas échéant.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Après recueil de l'avis du Comité Technique, **Fabienne PINEL** propose les suppressions ainsi que les créations de services et de postes suivants :

- Suppressions du poste « coordinateur du Programme de Réussite Educative (PRE) au grade d'Educatrice de jeunes enfants et du poste d'adjoint administratif au PRE au grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à temps complet auprès de la Caisse des Écoles à compter du 1^{er} janvier 2016 et créations de ces postes auprès du Centre Communal d'Action Sociale à compter du 1^{er} janvier 2016 / création et rattachement du service PRE au CCAS à compter du 1^{er} janvier 2016, l'accord des intéressées ayant été recueilli. Ces décisions ont fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal le 30 septembre 2015.
- Suppression du poste d'appariteur au grade d'adjoint administratif de 1^{ère} classe à compter du 1^{er} mars 2016 à la direction de l'administration générale et l'organisation du courrier, parapheurs, reprographie, fournitures, affichage, réservation de salle et de matériels pour les réunions.
- Suppression du poste d'infographiste à la direction de la communication (en contrat, emploi d'avenir) à compter du 1^{er} mars 2016 et rattachement d'un personnel affecté à la direction des affaires culturelles à la direction de la communication.
- Suppression du service du développement social et urbain (DSU) à compter du 1^{er} juin 2016 : suppressions du poste de directeur du service DSU/chef de projet développement social et urbain au grade d'attaché territorial, du poste d'agent de développement local / responsable contractuel du Contrat Initiative Ville Qualité au grade d'attaché territorial, du poste de chargé de mission « gestion urbaine de proximité » au grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe (ces postes étant à temps complet) à compter du 1^{er} juin 2016.
- Suppressions du poste chargé des associations à temps complet au grade d'adjoint administratif de 1^{ère} classe et du poste d'agent d'accueil et d'information au grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à temps complet à compter du 1^{er} mars 2016.
- Suppression du poste de responsable paie et carrière au grade d'attaché territorial à temps complet à compter du 1^{er} mars 2016.
- Création du service de la bibliothèque à la direction des affaires culturelles et créations de postes à temps complet (1 poste « référent bibliothèque » au grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, 1 poste d'agent polyvalent de bibliothèque/chargé de la vie associative au grade d'adjoint administratif de 1^{ère} classe, 1 poste d'agent polyvalent de bibliothèque au grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, et d'un poste d'agent polyvalent de bibliothèque à temps non complet 26h/semaine à compter du 1^{er} mars 2016, non titulaire de la fonction publique territoriale en contrat à durée déterminée pour motif réglementaire « reprise du personnel de l'association ») à compter du 1^{er} mars 2016.

En conséquence, **Fabienne PINEL** propose de modifier le tableau des emplois et des effectifs comme présenté dans le projet de la délibération en annexe n° 1 de la note de synthèse.

Franck CAPMARTY indique qu'il n'a pas tout bien saisi dans le nombre des postes qui sont supprimés, créés ou réaffectés et trouve le langage employé pas vraiment accessible. Il ne comprend pas très bien la suppression du service DSU et la réaffectation des travaux dans les autres services communaux et s'interroge sur le devenir des agents de ce service.

Patrick FLOQUET apporte des précisions :

La gestion du service PRE a été transférée de la Caisse des Écoles au CCAS avec l'accord des deux agents concernés.

Le poste d'appariteur est devenu vacant suite au départ, il y a plusieurs mois, de l'agent qui l'occupait et ses missions ont été réparties. C'est pourquoi, il est proposé une suppression.

La suppression du poste d'infographiste, fait suite au départ, il y a plusieurs mois, de l'intéressé en « emploi d'avenir » vers une autre commune qui lui a offert un CDI.

Le service développement urbain est composé de quatre agents. La suppression, dans le cadre d'une réorganisation de services, concerne le service ainsi que les quatre personnes. La création d'une

bibliothèque municipale permet la création de deux postes qui seront proposés à deux agents du service supprimé.

Le poste de responsable paie et carrière de catégorie A est supprimé car il est vacant suite à un retour « au pays », et un recrutement a depuis été effectué sur un autre cadre d'emploi.

Il faut donc procéder à la fermeture des postes précités et mettre à jour le tableau des effectifs.

Franck CAPMARTY évoque deux licenciements en disant que c'est intéressant.

Patrick FLOQUET rétorque que ce n'est jamais très intéressant et que cela ne se fait pas de gaîté de cœur. La suppression du service DSU est motivée par une réorganisation interne.

Belkacem CHIKH et **Franck CAPMARTY** indiquent que la commune ne fait plus de la politique de la ville et s'interrogent sur le rattachement des missions « DSU » au centre social à effectif constant et sur la répartition des tâches de deux agents à temps complet sur x personnes.

Franck CAPMARTY craint le burn out des agents.

Patrick FLOQUET précise que la commune de Montmagny poursuit la politique de la ville. Elle a signé un contrat de ville et organise des réunions de quartier.

Belkacem CHIKH se demande s'il y a un lien avec le fait que les agents du service DSU soient dans un syndicat.

Patrick FLOQUET répond que le service est composé de deux agents titulaires et de deux agents sous contrat à durée indéterminée et que sa décision n'est pas liée aux fonctions syndicales. Il n'y a pas de cause à effet. Deux agents seront reclassés.

Belkacem CHIKH évoque le risque de perdre des subventions du contrat de ville si celui-ci dépend d'une ingénierie spécifique qui viendrait à disparaître.

Patrick FLOQUET affirme que les subventions seront perçues et ajoute que la politique de la ville est liée, depuis la signature du contrat de ville, le 29 juin 2015, à la structure intercommunale devenue Communauté d'Agglomération Plaine Vallée.

Le Conseil Municipal, à la majorité, par 24 voix pour et 3 voix contre (Franck CAPMARTY, Nadège ABDELKADER, Belkacem CHIKH) approuve les suppressions de services et de postes, les créations de service et de postes susmentionnées ainsi que la modification du tableau des emplois et des effectifs.

11. LISTE DES EMPLOIS ET DES CONDITIONS D'OCCUPATION DES LOGEMENTS DE FONCTION.

Conformément à la réglementation et après avoir recueilli l'avis du Comité Technique, **Fabienne PINEL** propose de fixer la liste des emplois pouvant bénéficier d'un logement de fonction sur le territoire communal de Montmagny ainsi que les modalités d'attribution.

Le projet de la délibération qui est joint en annexe n° 2 de la note de synthèse prévoit deux dispositifs : la concession de logement pour nécessité absolue de service et la convention d'occupation précaire avec astreinte. Il précise également le montant des redevances calculé d'après la valeur locative et celui des charges locatives.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Franck CAPMARTY constate des charges supplémentaires pour les gardiens et pour les autres agents le montant d'un loyer qui est un peu plus cher qu'un HLM. Soit une ponction de plus sur des revenus qui sont bas. Il trouve intéressant si le logement est gratuit pour le DGS et qu'un conseiller municipal bénéficie d'un logement à titre gratuit. Les agents territoriaux apprécient les choses.

Belkacem CHIKH demande si des élus sont logés et quel est le montant de la redevance ou du loyer.

Patrick FLOQUET précise que le décret est paru le 2 mai 2012 avec une application au plus tard à la date du 1^{er} septembre 2015. Le montant des charges a été arrêté à 10 € le mètre carré par an et réparti par douzième. Celui du loyer, pour les logements attribués avec astreintes, retient l'estimation des Domaines, soit 9,34 € par mètre carré et par mois. Annuellement, l'évaluation des loyers et des astreintes existantes sont quasi identiques ce qui ne pénalisera les agents concernés. Par ailleurs, pour les agents logés par nécessité absolue de service exemptés de loyer, l'avantage en nature qui est à déclarer aux services fiscaux se fera au forfait dont l'impact est moindre eu égard à la déclaration au réel.

Le Conseil Municipal, à la majorité, par 24 voix pour et 3 abstentions (Franck CAPMARTY, Nadège ABDELKADER, Belkacem CHIKH) :

- approuve la liste des emplois bénéficiaires d'un logement de fonction,
- fixe les modalités d'attribution.

Patrick FLOQUET indique que les autres logements sont attribués à titre précaire et révocable contre un loyer dont le montant sera révisé pour correspondre à celui des logements avec astreinte. Un seul logement dans le groupe scolaire des Frères Lumière, à titre gratuit, est mis à la disposition de l'association Art'M.

Belkacem CHIKH réitère sa question sur le logement des élus.

Patrick FLOQUET répond qu'un seul élu est logé et que celui-ci paie un loyer. Il existe également deux logements d'urgence entièrement équipés dont l'un est actuellement occupé.

12. JOURNÉE DE SOLIDARITÉ.

Fabienne PINEL rappelle la loi n° 2008-351 du 16 avril 2008 qui modifie l'article 6 de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 et qui a institué une journée de solidarité en vue d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées et handicapées.

Cette journée est fixée, dans la Fonction Publique Territoriale, par délibération du conseil municipal, après avis du Comité Technique, selon l'une des trois modalités suivantes :

- 1^{ère} option : le travail d'un jour férié précédemment chômé autre que le 1^{er} mai.
- 2^{ème} option : le travail d'un jour de Réduction du Temps de Travail (RTT)
- 3^{ème} option : toute autre modalité permettant le travail de 7 heures précédemment non travaillées, à l'exclusion des jours de congé annuel.

L'avis du Comité Technique a été recueilli.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Franck CAPMARTY demande quel est l'avis du Comité Technique car il n'est pas mentionné.

Patrick FLOQUET répond que le Comité Technique a émis un avis favorable à l'unanimité après en avoir débattu et modifié la proposition initiale.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve l'institution de la journée de solidarité par le travail d'un jour de RTT pour les personnels bénéficiant de RTT, ou par toute autre modalité permettant le travail de 7 heures précédemment non travaillées, à l'exclusion des jours de congé annuel.
- dit que cette mesure s'applique à l'ensemble du personnel communal (titulaires, non titulaires, stagiaires) et que les agents n'effectuant pas un service à temps complet devront proratiser la journée de solidarité en fonction de leurs obligations hebdomadaires.

13. RÉGIME INDEMNITAIRE DU PERSONNEL COMMUNAL : MODIFICATION.

Fabienne PINEL rappelle la délibération du conseil municipal en date du 2 juillet 2015 qui a décidé la refonte du régime indemnitaire du personnel communal. Or, depuis cette date plusieurs textes sont parus tels que ceux concernant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) et la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015. Il convient d'apporter des précisions et une modification du régime indemnitaire comme indiquées dans le projet de délibération et ses deux annexes qui sont joints en annexe n°3 de la note de synthèse, à compter du 1^{er} mars 2016.

L'avis du Comité Technique a été recueilli.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Franck CAPMARTY constate que la NBI en zone prioritaire sera attribuée aux agents recevant du public difficile. Comme le séminaire n'est pas en zone prioritaire, les agents ne la percevront plus sauf la DGS.

Patrick FLOQUET demande à Franck CAPMARTY s'il a quelque chose contre la DGS.

Franck CAPMARTY lui répond que ce n'est pas contre la personne en tant que telle et reconnaît son erreur. En ce qui concerne l'IAT et l'IEMP, il qualifie la différence entre l'échelle 9 (50 €/mois) et l'échelle 1 (1700 €/mois) de scandaleuse. Il en va de même pour la part variable qui représente environ 4 €/mois, avec une note de 80/100 pour les bas salaires et 200 €/mois pour les hauts salaires. Pour lui, cela fait partie de l'injustice en matière de revenus.

Patrick FLOQUET précise que les montants relèvent du cadre réglementaire et indique les avis du Comité Technique :

RIFSEEP – assise réglementaire : 3 pour (collège employés) et 5 pour (collège employeur).

Modulation du régime indemnitaire : 2 voix contre et 5 voix pour le 18/02/2016.

Régime indemnitaire pour les non titulaires de droit public : Unanimité.

Part variable : 2 voix contre et 5 voix pour.

En réponse à Belkacem CHIKH qui s'interroge sur l'impact sur la masse salariale compte tenu de l'ouverture du champ d'augmentation, Patrick FLOQUET précise que, bien qu'anticipé au niveau budgétaire de quelques dizaines de milliers d'euros, le chiffre exact sera connu courant mai 2016 lorsque les entretiens individuels professionnels auront été réalisés.

Le Conseil Municipal, à la majorité, par 25 voix pour et 2 voix contre (Franck CAPMARTY, Nadège ABDELKADER) :

- approuve la modification de l'assise réglementaire conformément à l'annexe 1 pour les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP, l'assise des autres cadres d'emplois restant inchangée, à compter du 1^{er} mars 2016,
- approuve la modification concernant la modulation du régime indemnitaire à compter du 1^{er} mars 2016 (annexes 1 et 2),
- approuve la modification concernant le régime indemnitaire des personnels non titulaires de la fonction publique territoriale à compter du 1^{er} mars 2016,

- précise que la « part variable » liée à l'entretien professionnel selon les modalités précitées ne pourra être versée qu'à compter du 1^{er} mai 2016 (révision tous les 1^{er} mai de chaque année),
- autorise M. le Maire à prendre les arrêtés individuels et à prélever au budget communal les crédits afférents.

14. INDEMNITÉS D'ASTREINTE ET D'INTERVENTION.

Conformément à la réglementation et après avoir recueilli l'avis du Comité Technique, **Fabienne PINEL** propose la mise en place d'un régime indemnitaire d'astreintes et d'intervention, à compter du 1^{er} mars 2016, dans les conditions précisées dans le projet de délibération qui est joint en annexe n°4 de la note de synthèse.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Franck CAPMARTY remarque que les indemnités ont diminué légèrement et fait le rapprochement avec les loyers.

Patrick FLOQUET informe qu'il faut distinguer les astreintes liées aux logements de fonction et celles liées aux interventions qui sont dévolues essentiellement aux services techniques.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve les indemnités d'astreinte et d'intervention et d'en fixer les modalités d'attribution, à compter du 1^{er} mars 2016.
- autorise M. le Maire à inscrire au budget communal les crédits nécessaires.

15. CREATION D'UN EMPLOI DE DIRECTEUR DE CABINET.

Fabienne PINEL propose au conseil municipal de maintenir le recours à un collaborateur de cabinet, conformément à la loi n°84-53 du 26/01/1984 portant statut de la Fonction Publique Territoriale et au décret n°87-1004 du 16/12/1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales.

Elle précise que le nombre d'emplois de cabinet est limité en fonction de la taille démographique de la collectivité (un collaborateur lorsque la population de la commune est inférieure à 20 000 habitants) et qu'aucun recrutement de collaborateur de cabinet ne peut intervenir en l'absence de crédits disponibles au chapitre budgétaire et à l'article correspondant.

Une délibération spécifique du conseil municipal est nécessaire.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Belkacem CHIKH souhaite comprendre l'objectif de cette délibération sachant qu'elle est en corrélation avec le mandat du maire.

Patrick FLOQUET précise que la délibération précédente date de 1997 et qu'il s'agit aujourd'hui de fixer le cadre de l'emploi sans apporter de modification à la situation.

Franck CAPMARTY se demande si un directeur de cabinet est nécessaire compte tenu du coût qui n'est pas négligeable pour les administrés.

Patrick FLOQUET répond qu'un directeur de cabinet est nécessaire et peut éviter au maire un burn out.

Le Conseil Municipal, à la majorité, par 24 voix pour, 2 voix contre (Franck CAPMARTY, Nadège ABDELKADER) et une abstention (Belkacem CHIKH) :

- approuve la création d'un emploi de directeur de cabinet à temps complet à compter du 1^{er} mars 2016.
- fixe la rémunération du directeur de cabinet à l'indice brut 880 et l'indice majoré 718.
- fixe le régime indemnitaire du directeur de cabinet dans la limite de 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par le conseil municipal et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel ou du grade de référence.
- autorise M. le Maire à prendre l'arrêté individuel correspondant.
- autorise M. le Maire à inscrire au budget communal les crédits nécessaires.

16. BILAN DES CESSIONS ET DES ACQUISITIONS FONCIÈRES 2015.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et notamment à son article L 2241-1, François ROSE propose au conseil municipal d'approuver le bilan suivant des acquisitions et des cessions foncières réalisées au cours de l'année 2015.

Il précise que suite à une erreur dans le prix de la cession relative à la rénovation du centre-ville, un exemplaire modifié du bilan 2015 a été déposé sur la table du conseil municipal et se présente comme suit :

Acquisitions						
réf cadastrale	localisation	Superficie (m ²)	Prix (€)	objet	date de l'acte	Acquéreur
AB 833	Rue du Clos de Pontoise	14	1	Alignement	13/02/2015	Consorts GAMEIRO

Le montant total des acquisitions réalisées par la commune en 2015 s'élève à 1 €. La superficie totale des parcelles cédées s'élève à 14 m² environ.

Cessions						
réf cadastrale	localisation	Superficie (m ²)	Prix (€)	objet	date de l'acte	Acquéreur
AB 836	Rue du Clos de Pontoise	23	1	Alignement	13/02/2015	Consorts Gameiro
55 parcelles*	Butte Pinson	12 864	104 950	Espace vert régional	05/06/2015	A.E.V. Ile-de-France
AE 518/519 et 552 (p)	3-5 rue Gallieni	891 + 2 lots de copropriété	213 325,80	Rénovation du Centre-ville	16/06/2015	Société I 3F
AC 1137-1142-146-1147-1148	Pintar	795	1	Relogement des Gens du voyage	05/10/2015	C.A.V.A.M.

Le montant total des cessions réalisées par la commune en 2015 s'élève à 318 277,80 €. La superficie totale des parcelles cédées s'élève à 14 573 m² environ ainsi que deux lots de copropriété sis 5, rue Gallieni.

* Section AC 85, 182,230, 231, 240,342, 382,1048, 33, 225, 234, 235, 236, 238, 239, 241, 242, 243, 249, 270, 282, 285, 307, 308, 319, 320, 323, 327, 331, 371, 388, 1037, 1039, 1041, 1050, 1052, 1068, section AD 35, 45, 396, 311, 312, 316, 328, 352, 383, 402, section AE 48, 128, 139, 213, 222, 268, 534, 539.

Ce bilan sera annexé au compte administratif de la commune.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Belkacem CHIKH demande qu'elle est la plus ou moins-value de l'opération du centre-ville.

François ROSE informe qu'il n'est pas en mesure de répondre précisément compte tenu notamment des biens vacants qui sont à récupérer. Le bilan est voisin de l'équilibre concernant la rue Gallieni et proche de l'évaluation des domaines.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le bilan des cessions et des acquisitions foncières 2015 susmentionné.

17. RÉTROCESSION DE PARCELLES PAR LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE 3 F - PARKING 25-29 ROUTE DE CALAIS.

François ROSE informe que la commune de Montmagny et le bailleur Immobilière 3F se sont mis d'accord pour qu'un commerce soit créé au rez-de-chaussée du programme de logements du 25-29 route de Calais afin d'offrir aux habitants du quartier du Barrage, et aux usagers de passage, un service de proximité.

Il informe qu'un plan en couleur a été déposé sur la table du conseil municipal.

Le commerce a besoin de places de stationnement pour fonctionner durablement.

Il est nécessaire que le parking devienne public, pour qu'il puisse être réglementé et que le stationnement ne soit pas de fait occupé par les usagers de la station de tramway, située immédiatement devant, ou par les habitants des logements.

La société Immobilière 3F doit, à sa charge, réaliser le parking composé d'une aire de livraison, de neuf places de stationnement et de quelques espaces verts. Le plan de masse est joint en annexe n° 5 de la note de synthèse.

Une partie de ce foncier doit être rétrocédée à la commune afin d'être intégrée au domaine public communal. Le montant prévu de la rétrocession est de 1 Euro.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, à la majorité, par 26 voix pour et 1 abstention (Belkacem CHIKH) :

- **approuve le principe de la rétrocession par la Société Immobilière 3F, à l'euro symbolique, d'une partie des parcelles AD 446 et AD 447, correspondant aux parkings et aux trottoirs.**
- **dit que le Conseil municipal se prononcera ultérieurement pour autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte d'acquisition dès lors que la superficie sera connue et qu'un document d'arpentage sera établi.**

18. LOCAL EN VENTE EN ETAT FUTUR D'ACHÈVEMENT (VEFA) POUR LE SERVICE « PETITE ENFANCE » : AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT DE RÉSERVATION.

François ROSE rappelle que le Conseil municipal de la commune de Montmagny a approuvé, le 12 mars 2015, le principe de l'achat en vente en état futur d'achèvement (VEFA) de locaux clos et couverts livrés bruts de béton, fluides en attente, au prix de 1 397,55€/m² de surface de plancher. Il précise que le prix n'a pas changé.

Le permis de construire N° PC 095 427 15 80020 ayant été accordé le 9 octobre 2015, la surface du local brut en rez-de-chaussée sera d'environ 366 m².

S'agissant de locaux livrés bruts, il sera nécessaire de déposer à l'achèvement des travaux, un permis de construire en vue de changer l'affectation des locaux pour en faire un équipement recevant du public. Le plan a été joint en annexe n°6 de la note de synthèse.

La destination de ce local concerne le service communal de la petite enfance. Il offrira de meilleures conditions d'accueil aux personnels et aux familles pour un coût moindre eu égard à la location des préfabriqués.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, à la majorité, par 26 voix pour et 1 abstention (Belkacem CHIKH) :

- approuve le projet de contrat de réservation en vue de l'achat en vente en état futur d'achèvement (VEFA) de locaux clos et couverts livrés bruts de béton, fluides en attente, d'une superficie d'environ 366 m², au prix de 1 397,55€/m² de surface de plancher, au rez-de-chaussée de l'immeuble autorisé par le permis de construire N° PC 095 427 15 80020.
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le contrat de réservation et toutes les autres formalités nécessaires à l'acquisition de ces locaux.
- autorise Monsieur le Maire à, déposer à l'achèvement des travaux, un permis de construire en vue de changer l'affectation des locaux pour en faire un équipement recevant du public.

19. REHABILITATION DE LOCAUX – CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL SIS 7 RUE DE MONTMORENCY : AUTORISATION DE DÉPOSER UNE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE, À LANCER UN MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE ET UN MARCHÉ DE TRAVAUX.

François ROSE informe que la commune de Montmagny est propriétaire du Centre Technique Municipal, sis au 7 rue de Montmorency, sur la parcelle cadastrée AB 79.

Conformément au permis de construire N° PC 095 427 00 E 0020 accordé le 6 septembre 2000, les bâtiments du Centre Technique Municipal (CTM) sont déclarés comme un bâtiment technique pour la partie donnant sur la rue du Clos de Pontoise et comme locaux administratifs pour le corps de bâtiment donnant sur la rue de Montmorency.

La commune souhaite réaliser des locaux administratifs ouverts au public sur le corps de bâtiment donnant sur la rue de Montmorency. Il s'agira en conséquence d'un établissement recevant du public (ERP). Il est nécessaire d'obtenir un permis de construire et pour cela de désigner un architecte.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Belkacem CHIKH demande si les services techniques ont fait une estimation.

François ROSE précise qu'il a été informé, le matin même, de l'état du bâtiment qui implique la reconsidération du dossier.

Plusieurs hypothèses sont à examiner :

- Démolition du bâtiment donnant rue de Montmorency car les fondations sont en très mauvais état.
- Réhabilitation du bâtiment dont le coût au mètre carré oscille entre 1 000 et 1 500 €.
- Construction d'un bâtiment neuf dont le coût au mètre carré est de l'ordre de 2 000 €.
- Réaménagement du bâtiment communal principal, affecté aux services techniques, situé derrière le corps de bâtiment donnant rue de Montmorency.

Franck CAPMARTY demande quels sont les besoins en locaux en citant le service urbanisme situé au premier étage de la mairie qu'il trouve inaccessible au public.

François ROSE informe qu'il est envisagé de rapprocher le service urbanisme des services techniques.

Belkacem CHIKH constate qu'il y a plusieurs solutions non chiffrées. Il se prononcera sur un projet clairement défini.

Patrick FLOQUET indique que le projet date de trois semaines et que l'expertise du bâtiment lui a été présentée le matin même de la séance du conseil municipal.

Franck CAPMARTY demande alors pourquoi voter.

François ROSE informe que l'approche du dossier a évolué et que la décision quant à une démolition, réhabilitations ou construction reste à prendre. Cependant, quelle que soit la solution retenue, une demande de permis de construire sera nécessaire.

Patrick FLOQUET propose au conseil municipal de se prononcer uniquement sur le lancement d'une maîtrise d'œuvre et de reporter l'autorisation de déposer une demande de permis de construire et de lancer un marché de travaux.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire ou son représentant à passer un marché public de maîtrise d'œuvre et à inscrire les crédits au budget communal.

20. RÈGLEMENT DE VOIRIE COMMUNALE.

La commune compte environ 25,90 km de voiries communales et environ 4,35 km de voiries communautaires. De nombreuses entreprises interviennent sur ce domaine, que ce soit pour le compte des concessionnaires ou pour le compte des collectivités locales et leurs établissements publics de coopération intercommunale.

Dans le but d'assurer une bonne conservation de son domaine public routier, **François ROSE** propose d'élaborer, d'approuver un règlement de voirie communale dont le projet se trouve en annexe n°7 de la note de synthèse et de fixer au 1^{er} mars 2016 la date de son entrée en vigueur.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Franck CAPMARTY fait remarquer que le règlement de voirie sert de base à la gestion de la voirie.

François ROSE précise que le conseil municipal sera amené à délibérer prochainement sur les droits de voirie.

Franck CAPMARTY relève qu'il est fait référence, dans l'annexe 4, au Tribunal de Lille et au commissariat de Saint Omer.

Patrick FLOQUET indique que l'erreur du « copier-coller » sera rectifiée.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve :

- l'élaboration d'un règlement de voirie communale,
- le règlement de voirie communale qui est annexé à la délibération,
- la date d'entrée en vigueur : à compter du 1^{er} mars 2016,
- et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le règlement de voirie communale ainsi que toutes pièces y afférentes.

21. ADHÉSION DE LA COMMUNE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS AU SYNDICAT DES EAUX D'ÎLE DE FRANCE (SEDIF).

Jean-François BELLEC informe que par délibération en date du 17 décembre 2015, le comité Syndicat des eaux d'Île de France (SEDIF) dont la commune de Montmagny est membre, a accepté l'adhésion de la commune de Saint-Maur-des-Fossés (Val de marne), à laquelle se substitue l'établissement public territorial T10 depuis le 1^{er} janvier 2016 pour l'exercice de la compétence eau potable,

Conformément aux articles L.5211-18 et L 5211-61 du Code général des collectivités territoriales, il appartient à chaque commune membre du SEDIF de se prononcer sur l'admission de cette nouvelle commune.

Le bureau municipal du 8 février 2016 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'adhésion au Syndicat des eaux d'Île de France de l'Établissement Public Territorial n°10 pour le territoire de la commune de Saint-Maur-des-Fossés.

22. CONVENTION AVEC LE REPRÉSENTANT DE L'ÉTAT RELATIVE AU VERSEMENT DU FONDS DE SOUTIEN AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET À CERTAINS ÉTABLISSEMENTS PUBLICS AYANT SOUSCRIT DES CONTRATS DE PRÊT OU DES CONTRATS FINANCIERS STRUCTURÉS À RISQUE.

Jean-François BELLEC informe que la commune a reçu notification le 8 janvier 2016 de la décision d'attribution de l'aide par le Fonds de soutien pour le remboursement anticipé du contrat de prêt n°MPH261325EUR/0277750/001.

Elle dispose d'un délai de trois mois pour faire connaître son acceptation au représentant de l'Etat et envoyer les pièces complémentaires à son dossier.

Cette convention a pour objet de définir les modalités de versement de l'aide du fonds de soutien ainsi que les modalités de suspension et de restitution de l'aide en cas de non-respect des conditions d'attribution pour le contrat ci-dessus référencé.

Le projet de la convention-type prise en application du 2° du I de l'article 3 du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque est joint en annexe n°8 de la note de synthèse.

L'aide est versée selon un échéancier qui sera joint à la convention.

Le versement de l'aide est confié à l'Agence de Services et de Paiement (ASP), (article 7).

La convention précise en outre (article 8) les modalités de suspension et de restitution de l'aide en cas de non-respect des conditions d'octroi.

Jean-François BELLEC précise l'aide financière attendue ainsi que ses modalités de calcul du dispositif :

Éléments de calcul relatifs à la catégorie du requérant :

Critère 1	1 266,41 €
Critère 2	11,54 ans
Critère 3	835,26 €
Critère 4	15,57 %

Éléments de calcul relatifs au contrat de prêt éligible :

IRA	4 824 772,35 €	(Indemnité de Remboursement Anticipé)
CRD	2 677 879,85 €	(Capital Restant Dû)

Calcul de l'aide :

Taux de prise en charge	51,85 %
Montant maximal d'aide	2 501 644,47 €

Jean-François BELLEC informe, après un échange avec le Trésorier Principal, que ce fonds évalué à environ 2 328 387 € sera versé par annuité sur 12 ans.

Belkacem CHIKH prend des nouvelles de la santé de Jean-François BELLEC qui a fait un malaise.

Jean-François BELLEC le remercie, précise qu'il va mieux et qu'une chute de tension l'a fait tomber au sol lors de la cérémonie des vœux au personnel.

Belkacem CHIKH affirme qu'il fallait renégocier, dans les trois mois, avant le 31 décembre et le plus tard possible afin d'avoir une indemnité beaucoup moins importante. Pour lui, la commune aurait eu de meilleures conditions financières si elle avait attendu un ou deux mois de plus.

Jean-François BELLEC indique que le taux de change a fait du yoyo et que l'idéal serait de pouvoir travailler en temps réel. Or, c'est impossible car la commune ne peut pas agir en bourse. La décision a été prise au moment où le taux de change euro/franc suisse était aux alentours de 1.010.

Patrick FLOQUET ajoute que plusieurs collectivités ont renégocié au mois de juin 2015 alors que le taux de change était à 1.063 et que la Bourse fluctue beaucoup.

Le Conseil Municipal, à la majorité, par 24 voix pour et 3 abstentions (**Franck CAPMARTY, Nadège ABDELKADER, Belkacem CHIKH**) autorise Monsieur le Maire à conclure une convention avec le représentant de l'Etat permettant ultérieurement le versement de l'aide du fonds de soutien.

23. INFORMATION SUR LA LISTE DES MARCHÉS PUBLICS 2015.

Jean-François BELLEC présente la liste des marchés publics 2015 qui a été jointe à la note de synthèse en annexe n°9.

Conformément à l'arrêté du 17 décembre 2006 pris en application de l'article 133 du Code des Marchés Publics, le Conseil Municipal prend acte de la liste suivante des marchés conclus au cours de l'année 2015 :

TRAVAUX					
Conformément à l'article 133 du Code des Marchés Publics					
OBJET DU MARCHE	LOT	DATE DE NOTIFICATION	ATTRIBUTAIRE	MONTANT H.T DU MARCHE	OBSERVATIONS
MONTANT EGAL OU SUPERIEUR A 20 000 € HT ET INFÉRIEUR A 90 000 € HT					
Rénovation d'un appartement pour affectation de services publics municipaux		15/01/2015	ATRIUM REHA (91260 Juvisy-sur-Orge)	34 188.00 €	
Pose de béton drainant à la salle des fêtes		05/01/2015	ALLEES-GO (95190 Fontenay-en-Parisis)	39 475.12 €	
Application de signalisation horizontale et verticale sur le territoire communal		07/04/2015	SIGNATURE (95228 Herblay cedex)	Maximum annuel : 33 000.00 €	Non reconduit Fin le 31/12/2015
Travaux de rénovation des menuiseries Ecole et logement E. Cotton et Mairie		23/09/2015	LORILLARD (28 000 CHARTRES)	76 539.00 €	

MONTANT EGAL OU SUPERIEUR A 90 000 € HT ET INFÉRIEUR AUX SEUILS DE PROCEDURE FORMALISEE (< 5 225 000 € HT)					
Réhabilitation des Lévriers	Lot 3b : bacs acier/étanchéité			160 710.50 €	
	Lot 3c : bardage en panneaux composites	09/02/2015	BECI BTP (95560 MONTSOULT)	166 058.34 €	
Création d'une bibliothèque dans le bâtiment « le séminaire »	Lot 1 : déplombage/désamiantage/démolition/GO/ VRD	18/02/2015	GENETIN (95310 Saint Ouen l'Aumône)	102 245.64 €	
	Lot 2 : menuiseries PVC/métallerie	23/02/2015	ESTRADE (92290 Villeneuve La Garenne)	46 152.27 €	
	Lot 3 : couverture/zinc	18/02/2015	TEMPERE (95590 PRESLES)	9 455.51 €	
Création d'une bibliothèque dans le bâtiment « le séminaire » Phase 2	Lot 1 : cloisons/doublage/faux plafond	23/09/2015	MGI (95260 Beaumont-sur- Oise)	39 305.14 €	
	Lot 2 : menuiseries intérieurs bois		MORO ET FILS (95580 Andilly)	4 727.00 €	
	Lot 3 : électricité		GSE (95370 Montigny-lès- Corneilles)	31 568.32 €	
	Lot 4 : plomberie/chauffage/VMC		TEMPERE (95590 Presles)	29 905.75 €	
	Lot 5 : sols souples/peinture		PHILIPPON (95580 Andilly)	48 870.10 €	
Travaux de voirie Centre-ville		30/09/2015	COLAS (78771 Magny- les-Hameaux)	873 670.55 €	
Entretien et gros entretien de la voirie communale		30/09/2015	FAYOLLE ET FILS (95230 Soisy- sous- Montmorency)	Maximum annuel : 250 000 €	Durée 4 ans
MONTANT EGAL OU SUPERIEUR AUX SEUILS DE PROCEDURE FORMALISEE (> 5 225 000 € HT)					
/					

FOURNITURES					
Conformément à l'article 133 du Code des Marchés Publics					
OBJET DU MARCHÉ	LOT	DATE DE NOTIFICATION	ATTRIBUTAIRE	MONTANT H.T DU MARCHÉ	OBSERVATIONS
MONTANT EGAL OU SUPERIEUR A 20 000 € HT ET INFÉRIEUR A 90 000 € HT					
Fourniture, livraison et installation de mobilier scolaire et périscolaire		04/03/2015	DELAGRAVE (77437 Marne-la- Vallée)	45 000.00 €	Durée 3 ans
Fournitures de fleurs et d'arbustes		10/04/2015	SERRE HORTICOLE DE BELLOY (952770 Belloy en France)	Maximum annuel : 22 000 €	Durée 4 ans
Fourniture de produits et de petit matériel d'entretien ménager		13/05/2015	SDHE (95223 Herblay cedex)	Maximum annuel : 55 000 €	Durée 3 ans
Acquisition de manuels scolaires, de matériel d'accompagnement et de livres de fin d'année	Lot 1 : manuels scolaires et matériels d'accompagnement	10/04/2015	PICHON (42353 La Talaudière cedex)	Maximum annuel : 19 000 €	Durée 4 ans
	Lot 2 : livres de fin d'année	09/04/2015	LIRE DEMAINE (75020 Paris)	Maximum annuel : 19 000 €	Durée 4 ans
MONTANT EGAL OU SUPERIEUR A 90 000 € HT ET INFÉRIEUR AUX SEUILS DE PROCEDURE FORMALISEE (< 209 000 € HT)					
/					
MONTANT EGAL OU SUPERIEUR AUX SEUILS DE PROCEDURE FORMALISEE (≥ 209 000 € HT)					
Nettoieement urbain		30/07/2015	VAL HORIZON (95330 Domont)	340 235.03 €	Non reconduit Fin le 31/12/2015
Fourniture de denrées alimentaires, de prestations de conseil et d'assistance technique pour le service restauration		30/07/2015	COMPASS GROUP- SCOLAREST (92320 Châtillon)	Maximum annuel : 408 221.55 €	Durée 4 ans

SERVICES					
Conformément à l'article 133 du Code des Marchés Publics					
OBJET DU MARCHÉ	LOT	DATE DE NOTIFICATION	ATTRIBUTAIRE	MONTANT H.T DU MARCHÉ	OBSERVATIONS
MONTANT EGAL OU SUPERIEUR A 20 000 € HT ET INFERIEUR A 90 000 € HT					
Entretien des EV		09/07/2015	LE COLOMBIER (95410 Groslay)	54 041.11 €	Durée 3 ans
Acquisition et maintenance d'une solution logicielle de gestion financière		23/09/2015	CIRIL (69603 Villeurbanne)	49 942.05 €	Durée 6 ans
Refonte du site internet de la ville		18/02/2015	TELMEDIA (59175 Templemars)	Phase 1 : 16 500 € Phase 2 : 1 500 € Total = 18 000 €	Durée 4 ans
Nettoyage des vitres et puits de lumière		15/06/2015	SONEDIS (93000 Bobigny)	Maximum annuel estimatif : 16 745.30 €	Durée 3 ans
MONTANT EGAL OU SUPERIEUR A 90 000 € HT ET INFERIEUR AUX SEUILS DE PROCEDURE FORMALISEE (< 209 000 € HT)					
/					
MONTANT EGAL OU SUPERIEUR AUX SEUILS DE PROCEDURE FORMALISEE (≥ 209 000 € HT)					
/					

24. INFORMATIONS :

24.01 – DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE SA DÉLÉGATION.

Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, **Patrick FLOQUET** informe les membres du Conseil Municipal des décisions numérotées 2015-170 à 2016-30 qu'il a prises dans le cadre de sa délégation.

Le Conseil Municipal prend acte des décisions prises par Patrick FLOQUET depuis la dernière séance du conseil municipal :

N°2015-170 – DÉCISION relative à la désignation de « Maitre Michel Gentilhomme » pour représenter la Ville dans le contentieux l'opposant aux « Consorts AYDEMIR ».

N°2015-171 – DÉCISION relative à la signature avec la Sté Immobilière 3F, de la convention de prise en charge/remboursement des frais de résiliation des abonnements à GRDF de l'immeuble sis 3-5 rue Gallieni, pour un montant de 1 966 € TTC.

N°2015-172 – DÉCISION relative à la signature d'un contrat – « Contrat CT15014, changement des menuiseries école maternelle des Lévriers », pour un montant de 41 762 € TTC.

N°2015-173 – DÉCISION relative à la souscription d'un contrat auprès de la Sté « AGORASTORE » pour la revente ou l'achat de matériels réformés – CT15013.

N°2015-174 – DÉCISION relative à la signature d'une convention avec l'association « La Ligue de l'Enseignement du Val d'Oise », pour un montant de 1 000 € TTC.

N°2015-175 – DÉCISION relative à la signature d'une convention avec l'association ART'M, pour un montant de 2 688 € TTC.

N°2015-176 – DÉCISION relative à la signature d'un contrat avec l'agence Sen Agency, pour un montant de 950 € TTC.

N°2015-177 – DÉCISION relative à Signature d'une convention avec l'association « Dianniversaire », pour un montant de 590 € TTC.

N°2015-178 – DÉCISION relative à la signature d'une convention avec la Sté « CINÉ AIR TV » pour un montant de 400 € TTC.

N°2015-179 – DÉCISION relative à la signature d'une convention avec la Sté « CINÉ AIR TV » pour un montant de 1 500 € TTC.

N°2015-180 – DÉCISION relative à la signature d'un contrat de service avec la Sté « SFR Business » dans le cadre du projet d'Arpège « Concerto mobilité Opus ».

N°2015-181 – DÉCISION relative à la signature avec la Sté « Immobilière 3F » de la convention de prise en charge/remboursement des frais de résiliation des abonnements à ERDF, de l'immeuble sis 3-5 rue Gallieni, pour un montant de 7 909 € TTC.

N°2015-182 – DÉCISION relative à la désignation de maître Michel Gentilhomme pour représenter la Ville dans le contentieux l'opposant à la SCI Des Colibris ».

N°2015-183 – DÉCISION relative à la désignation de maître Michel Gentilhomme pour représenter la Ville dans la négociation qu'elle mène avec les « Consorts Méziane ».

N°2015-184 – DÉCISION relative à une convention par l'association « AFRIKACOEUR » dans le cadre d'une animation pour la place de Noël du vendredi 18 au dimanche 20 décembre 2015, pour un montant de 300 € TTC.

N°2015-185 – DÉCISION relative à un contrat avec « A.P.S. SERVICES OPRGANISATION » dans le cadre d'une location d'un petit train touristique, une loco et 2 wagons, à l'occasion de la manifestation pour la place de Noël le dimanche 20 décembre 2015, pour un montant de 1 045 € TTC.

N°2015-186 – DÉCISION relative à un contrat par « Delta Services Organisation » dans le cadre d'une location d'une patinoire synthétique à l'occasion de la manifestation pour la place de Noël, le 18-19 et 20 décembre 2015, pour un montant de 12 396 € TTC.

N°2015-187 – DÉCISION relative à une convention pour l'organisation d'un poste de secours par l'association « Croix Rouge Française » dans le cadre de la manifestation la place de Noël de décembre 2015, pour un montant de 709 € TTC.

N°2015-188 – DÉCISION relative à une convention de surveillance et de sécurité par la Sté « SOTERIA » dans le cadre de la manifestation « La place de Noël » de décembre 2015, pour un montant de 2 729 € TTC.

N°2015-189 – DÉCISION relative à un contrat d'animation par « G. M. Location » dans le cadre d'une animation pour la place de Noël le vendredi 18 et samedi 19 décembre 2015, pour un montant de 400 € TTC.

N°2015-190 – DÉCISION relative à une convention d'animation par « Ciné TV Air » dans le cadre d'une animation pour la place de Noël le samedi 19 décembre 2015, pour un montant de 200 € TTC.

N°2015-191 – DÉCISION relative à un contrat par « Swank Films Distribution » dans le cadre de projections publiques non commerciales pour l'année 2016, pour un montant de 2 072 € TTC.

N°2015-192 – DÉCISION relative à la désignation d'un notaire pour l'acquisition de la parcelle AB 546 appartenant aux Consorts Méziane.

N°2015-193 – DÉCISION relative à la signature d'une convention de régie publicitaire avec la Sté « Éditions Municipales de France » pour le magazine municipal, pour un montant de 5 000 € TTC.

N°2015-194 – DÉCISION relative à la signature d'une convention de régie publicitaire avec la Sté « Éditions Municipales de France » pour l'annuaire municipal.

N°2015-195 – DÉCISION relative à la signature d'une convention passée avec la Sarl « Les Savants Fous », pour un montant de 210 € TTC.

N°2015-196 – DÉCISION relative à la signature d'une convention passée avec « Les Michaud Spectacles Animations », pour un montant de 367,50 € TTC.

N°2015-197 – DÉCISION relative à la signature d'une convention passée avec « Les Savants Fous », pour un montant de 210 € TTC.

N°2015-198 – DÉCISION relative à la signature d'une convention passée avec l'association « INUKSUK », pour un montant de 350 € TTC.

N°2015-199 – DÉCISION relative à la signature d'une convention passée avec « C-La Compagnie », pour un montant de 450 € TTC.

N°2015-200 – DÉCISION relative à la location d'un local à l'État, implantation des bureaux de la « Circonscription de l'Éducation Nationale ».

N°2015-201 – DÉCISION relative à un contrat du droit de représentation par l'association « Les Chevaliers du Temps Jadis » dans le cadre de la Fête Médiévale des 19 et 20 mars 2016, pour un montant de 1 000 € TTC.

N°2015-202 – DÉCISION relative à un contrat du droit de représentation par l'association « l'Atelier du Renart Vert » dans le cadre de la Fête Médiévale des 18-19 et 20 mars 2016, pour un montant de 3 874 € TTC.

- N°2015-203 – DÉCISION** relative à un contrat du droit de représentation par « Arts et Nature » dans le cadre de la Fête Médiévale » des 18-19 et 20 mars 2016, pour un montant de 2 560 € TTC.
- N°2016-01 – DÉCISION** relative à un contrat avec « Ça c'est Paris » dans le cadre d'une sortie KIOSQ' le dimanche 7 février 2016, pour un montant de 1 960 € TTC.
- N°2016-02 – DÉCISION** relative à un contrat avec « Ça c'est Paris » dans le cadre d'une sortie KIOSQ' le samedi 4 juin 2016, pour un montant de 2 200 € TTC.
- N°2016-03 – DÉCISION** relative à un contrat avec « Ça c'est Paris » dans le cadre d'une sortie KIOSQ' le dimanche 3 avril 2016, pour un montant de 2 229 € TTC.
- N°2016-04 – DÉCISION** relative à la réalisation d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement des espaces extérieurs de l'école maternelle des Lévriers, avec la Sté « Raviol Architectes », pour un montant de 20 339 € TTC.
- N°2016-05 – DÉCISION** relative à la signature d'un contrat « CT16001, Mission de maîtrise d'œuvre relative à la création d'une bibliothèque dans le bâtiment le séminaire – Phase 2 », pour un montant de 18 024 € TTC.
- N°2016-06 – DÉCISION** relative à l'attribution d'un marché public « Marché MP15017 – Prestation d'élagage, d'abattage et d'essouchage d'arbres situés sur la commune de Montmagny, avec la Sté « Val' Arbre », pour un montant de 25 000 € TTC.
- N°2016-07 – DÉCISION** relative à l'attribution d'un marché public « Marché MP15021 – Travaux de démolition de 3 bâtiments situés au 2, 2bis et 4 rue Gambetta, place du Québec, avec la Sté « Colas IDF Normandie », pour un montant de 70 000 € TTC.
- N°2016-08 – DÉCISION** relative à un contrat du droit de représentation par l'association « Cocoliconte » dans le cadre de la Fête Médiévale des 18-19 et 20 mars 2016, pour un montant de 850 € TTC.
- N°2016-09 – DÉCISION** relative à un contrat du droit de représentation par l'association « GANECOUX » dans le cadre de la Fête Médiévale des 18-19 et 20 mars 2016, pour un montant de 2 350 € TTC.
- N°2016-10 – DÉCISION** relative à un contrat du droit de représentation par l'association « Les Chevaliers du Temps Jadis » dans le cadre de la Fête Médiévale des 19 et 20 mars 2016, pour un montant de 1 000 € TTC.
- N°2016-11 – DÉCISION** relative à un contrat du droit de représentation par l'association « Rhésus Positif » dans le cadre de la Fête Médiévale des 19 et 20 mars 2016, pour un montant de 3 600 € TTC.
- N°2016-12 – DÉCISION** relative à un contrat du droit de représentation par l'association « Compagnie des Fredains » dans le cadre de la Fête Médiévale des 18-19 et 20 mars 2016, pour un montant de 650 € TTC.
- N°2016-13 – DÉCISION** relative à un contrat du droit de représentation par l'association « l'Atelier du Renart Vert » dans le cadre de la Fête Médiévale des 18-19 et 20 mars 2016, pour un montant de 3 874,50 € TTC.
- N°2016-14 – DÉCISION** relative à un contrat du droit de représentation par « Arts et Nature » dans le cadre de la Fête Médiévale des 18-19 et 20 mars 2016, pour un montant de 2 560 € TTC.
- N°2016-15 – DÉCISION** relative à la désignation d'un huissier pour constatation suite à un contentieux avec la Société « Orange ».
- N°2016-16 – DÉCISION** relative à la signature d'une convention de mise à disposition de locaux avec l'association « ART'M ».
- N°2016-17 – DÉCISION** relative à la signature d'une convention avec l'association « La Ruche » pour un montant de 1 500 € TTC.
- N°2016-18 – DÉCISION** relative à un contrat du droit de représentation par l'association « Cheval Spectacle » dans le cadre de la Fête Médiévale, le dimanche 20 mars 2016, pour un montant de 3 500 € TTC.
- N°2016-19 – DÉCISION** relative à un contrat du droit de représentation par l'association « Du Moyen Âge à nos Jours » dans le cadre de la Fête Médiévale, les 18-19 et mars 2016, pour un montant de 4 000 € TTC.
- N°2016-20 – DÉCISION** relative à une convention du droit de représentation par l'association « 1^{ère} Compagnie d'Arc de Montmagny-Deuil » dans le cadre de la Fête Médiévale, les 18-19 et 20 mars 2016, pour un montant de 500 € TTC.

N°2016-21 – DÉCISION relative à un contrat du droit de représentation par l'association « l'Atelier de Julie » dans le cadre de la Fête Médiévale, les 18-19 et 20 mars 2016, pour un montant de 2 040 € TTC.

N°2016-22 – DÉCISION relative à la désignation d'un notaire pour la rétrocession dans le domaine routier communal de parcelles appartenant à la SCI Montmagny – Jonction Domaine (Filiale de Nexity).

N°2016-23 – DÉCISION relative à un contrat du droit de représentation par la compagnie « Arc en Ciel Slave » pour un spectacle intitulé, « La Forêt des Chocottes » dans le cadre de la programmation d'un spectacle Jeune Public, le dimanche 21 février 2016, pour un montant de 1 852,50 € TTC.

N°2016-24 – DÉCISION relative à un contrat du droit de représentation par l'association « Vol en Scène » dans le cadre de la Fête Médiévale des 18-19 et 20 mars 2016, pour un montant de 3 798 € TTC.

N°2016-25 – DÉCISION relative à la signature d'un contrat avec Madame Bautier-Richarme pour une animation de 2 heures, pour un montant de 200 € TTC.

N°2016-26 – DÉCISION relative à la signature d'une convention avec l'association APCE, pour l'animation d'un groupe de paroles à destination des parents, pour un montant de 650 € TTC.

N°2016-27 – DÉCISION relative à la signature d'un contrat avec Madame Escot, dans le cadre de l'animation « 365 jours Par'ents », pour un montant de 200 € TTC.

N°2016-28 – DÉCISION relative à la signature d'un contrat avec l'association Sadha Bhakti, dans le cadre d'une initiation au Yoga, pour un montant de 140 € TTC.

N°2016-29 – DÉCISION relative à la signature d'une convention avec l'association « Le Verbe Irisé » pour la mise en place d'un atelier Théâtre de février à mars 2016, pour un montant de 900 € TTC.

N°2016-30 – DÉCISION relative à la signature de la convention avec la Direction Générale des Finances Publiques.

24.02 – COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PLAINE VALLÉE.

Patrick FLOQUET informe le conseil municipal de l'installation de la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée (CAPV) qui regroupe dix-huit communes depuis le 1^{er} janvier 2016.

Le Bureau communautaire est composé d'un Président, Luc STREHAIANO, de quinze vice-présidents, d'un rapporteur général, Philippe SUEUR (Enghien-les-Bains) et d'un secrétaire général, Jean-François AYROLE (Domont).

L'intercommunalité est appelée à gérer les commissions consultatives :

- 5 commissions consultatives de plein exercice :

Pôle finances et administration générale

Pôle habitat, urbanisme et aménagement du territoire

Pôle économie et emploi

Pôle espaces publics et environnement

Pôle services et équipements publics dont sport et culture.

- 2 commissions spécialisées :

Pôle sécurité et prévention

Pôle politique de la ville

La commune de Montmagny est représentée au sein des commissions comme suit :

- Commissions Espaces publics et environnement – Sécurité et prévention : Patrick FLOQUET.
- Commissions des finances et de l'administration générale - de l'Habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire : François ROSE.
- Commissions des affaires économiques et de l'emploi - Politique de la ville : Luc-Eric KRIEF.
- Commission des services et équipements publics (dont sport et culture) : Fabienne PINEL.

Belkacem CHIKH demande quel est le nombre des conseillers communautaires et si le Maire est Vice-président.

Patrick FLOQUET informe que la nouvelle structure intercommunale comprend 61 conseillers communautaires (+ 6 suppléants) au lieu de 56 et qu'il n'y aura pas besoin de changer de bâtiment. Il est le 8^{ème} Vice-président de la CAPV.

25. QUESTIONS ORALES.

Une question orale relative à la Ligue des Droits de l'Homme est posée par Franck CAPMARTY :

« La Ligue des Droits de l'Homme s'est vue supprimer l'attribution des salles municipales qui lui avaient été accordées en juillet dernier pour l'année 2016.

Dans VO News, vous arguez, Monsieur FLOQUET, que la Ligue des Droits de l'Homme serait politisée à Montmagny, la preuve étant que son responsable, Monsieur CAPMARTY, est conseiller municipal élu Front de Gauche.

En fait, Monsieur CAPMARTY a été élu sur une liste citoyenne dont la plupart des membres n'appartiennent à aucun parti politique, Front de Gauche ou autre. Par ailleurs, il n'est ni président, ni secrétaire, de la section locale de la LDH. Ces faits vous sont parfaitement connus. Enfin l'appartenance d'un membre d'une association magnymontoise à un parti politique, quel qu'il soit, peut-elle justifier qu'on prive cette association de salles municipales ?

Depuis plusieurs années, la section locale de la LDH réalise des animations dans la salle des fêtes sur des thèmes nationaux tels que la lutte contre le harcèlement à l'école, le commerce équitable et, pour cette année 2016, l'égalité filles-garçons et la lutte contre les stéréotypes. Ce dernier thème est d'ailleurs inscrit dans le programme de l'Education Nationale. Elle participe aussi au concours national annuel des « Ecrits sur la fraternité » dont Montmagny a été plusieurs fois lauréate.

L'action de la Ligue en faveur d'un traitement humain des Roumains et d'un règlement judiciaire des litiges générés par les squats sont dans la droite ligne de la politique des droits de l'homme.

Il est donc clair que les actions de la LDH à Montmagny ne relèvent d'aucune « politique politicienne ». Nous refusons de croire que l'attitude de la municipalité vis-à-vis de la LDH rejoigne celle du FN car nous pensons qu'il n'est pas dans votre état d'esprit d'aller vers de telles dérives.

Nous vous demandons donc si vous entendez revoir votre décision et attribuer à la section locale de la LDH les salles qu'elle a sollicitées en juillet 2015. »

Réponse de Patrick FLOQUET :

« Monsieur le Conseiller Municipal,

Tout d'abord, votre présentation de la section locale de la Ligue des Droits de l'Homme est galvaudée, je pourrais même dire trompeuse voire malhonnête. En effet, si vous confirmez que vous n'êtes ni le Président ni le Secrétaire de la LDH vous oubliez de préciser que vous en êtes le trésorier, soit.

Depuis maintenant bien trop d'années vous vous servez des Droits de l'Homme comme vitrine pour faire la promotion de la pensée d'extrême gauche, j'en veux pour preuve l'exposition sur « l'égalité filles-garçons et la lutte contre les stéréotypes » que vous souhaitiez organiser et qui en soit est un sujet important, mais où vous aviez la ferme intention de promouvoir la théorie du genre défendue par la LDH.

Le Président de votre section locale argue que ses adhérents ont le droit d'avoir des opinions politiques mais qu'ils ne peuvent se servir de la LDH dans leur campagne électorale. Alors pourquoi envoyer vos adhérents aux réunions de quartier à Montmagny et les faire intervenir sur des sujets qui n'ont rien à voir avec la vie des habitants comme ce fut le cas en décembre dernier à la réunion du « Barrage » ?

Aussi, pourquoi votre section locale regroupe dans sa totalité des personnes d'extrême gauche et que jeudi dernier le seul conseiller régional à être venu vous soutenir lors de votre manifestation était du Front de Gauche ? Pourquoi samedi matin parmi les militants présents à la manifestation organisée par la LDH devant la préfecture contre l'Etat d'Urgence et contre la déchéance de nationalité, la presse ne retient qu'une militante du NPA (nouveau parti anticapitaliste), Monsieur MIRSALIS d'Ensemble 95 (mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire) et Monsieur RUIZ patron du PCF 95 ? Pourquoi vous interposer lorsque moi-même, le CCAS, les huissiers ou la police viennent faire des états des lieux et recensements rue Maryse Bastié où un camp de Roms s'est installé ?

Enfin, au niveau national, pourquoi prendre position contre l'état d'urgence par exemple, contre la réforme constitutionnelle ou encore contre la déchéance de nationalité ?

Ainsi votre composition, votre organisation, vos agissements, vos prises de positions amènent à croire que la Ligue des Droits de l'Homme est une association politique d'extrême gauche.

Oui Monsieur CAPMARTY, vous ne trompez plus personne, à tel point que votre appel à manifester n'a regroupé que vingt personnes et que votre appel sur les réseaux sociaux à m'écrire pour contester ma décision n'a convaincu que quatre personnes.

En conclusion, je vous confirme que vous n'aurez pas les salles que vous sollicitiez en 2015. Vous pouvez au même titre que les associations politiques demander des salles en soirée pour vos réunions publiques ou votre assemblée générale annuelle. Et cesser de tomber dans la caricature en m'accusant de pencher vers l'extrême droite, cet argument est tellement facile que cela en devient totalement grotesque.

Les droits de l'Homme ne vous appartiennent pas et vous n'en êtes pas les représentants.»

Franck CAPMARTY affirme que pour l'égalité filles – garçons, l'Education Nationale l'a dans son programme. Pour lui, ce n'est pas de la politique politicienne. Il ne comprend pas l'attitude du Maire.

Patrick FLOQUET déplore l'attitude qui consiste à interrompre les administrés lorsqu'ils s'expriment lors des réunions de quartier et la trouve anormale lorsqu'on dit au Maire lors de ses déplacements « qu'est-ce que vous faites-là ? ». La liberté d'aller et de venir s'applique à tous y compris dans un camp de Roms.

Franck CAPMARTY précise qu'il ne piste pas le Maire. Dès que la police ou une autorité se présente, les Roms l'appellent et il fait le lien. En ce qui concerne la réunion qui a eu lieu au quartier du Barrage, il regrette les propos haineux tenus par certains habitants et que le Maire ne soit pas alors intervenu.

Patrick FLOQUET considère que les Roms vivent dans des conditions inadmissibles aux abords de la RN1 et qu'ils ne sont pas traités comme des humains. Ce problème doit être traité par l'Etat. Il ne relève pas de la compétence de la Ligue des Droits de l'Homme ni de celle de la mairie.

Franck CAPMARTY considère que la population n'a pas à les stigmatiser et que les démarches doivent se faire dans le droit.

Luc-Eric KRIEF trouve le débat sincère sur le fonds mais il ne cible pas les véritables auteurs. Les Roms ne sont pas considérés par la Roumanie. C'est auprès de ce pays qu'il faut intervenir et non auprès du Maire de la commune ou de l'Etat.

Franck CAPMARTY dit que l'Europe, la Roumanie et la France sont responsables. Même s'ils sont dans une situation illégale, les 450 Roms installés aux abords de la RN1 doivent être traités dans le droit. Il ne faut pas les harceler.

Patrick FLOQUET a une pensée particulière pour les enfants qui vivent dans de telles conditions et constate qu'il y a un squat à Montmagny.



Patrick FLOQUET informe que la prochaine séance du conseil municipal aura lieu le jeudi 10 décembre 2015 à 21 heures et portera sur le Débat d'Orientations Budgétaires.

L'ordre du jour étant épuisé, **Patrick FLOQUET**, lève la séance à 23 heures 08.

La secrétaire de séance,

Mylène FORELLI.



Le Maire,

Patrick FLOQUET.